



La fabrique contradictoire de l'Inde

Joel Ruet

► To cite this version:

Joel Ruet. La fabrique contradictoire de l'Inde. Outre-terre. Revue européenne de géopolitique, 2016. hal-01367340

HAL Id: hal-01367340

<https://hal.science/hal-01367340>

Submitted on 18 Sep 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La fabrique contradictoire de l'Inde¹

Joël Ruet

Chercheur CNRS, Centre d'Economie de Paris Nord – CEPN, Université Paris 13

Chercheur associé, Centre de recherche en Gestion, Ecole Polytechnique

Introduction

Au début du XXIème siècle, le monde bruit soudainement de l'émergence de l'Inde alors même que la fin du XXème siècle la déniait. Le monde redécouvre l'Inde par l'économie. Mais prenons garde qu'il n'y ait plus : un des grands systèmes du monde, un des éléments d'un nouveau système monde qui se met en place.

L'Inde depuis la décennie 1980 a une croissance de 6%. Cela fait 25 ans qu'elle a engagé ses réformes de libéralisation 'extérieure', faisant suite à une libéralisation intérieure initiée il y a également 20 ans. Depuis plus de quinze ans –depuis la fin des années 1990- ses grandes firmes conglomerales se sont restructurées. Cela fait près de 70 ans qu'elle construit un Etat indépendant, sa culture et sa société se modernisent depuis environ deux siècles du fait de débats et d'intellectuels et de politiciens indiens.

Si l'Inde économiquement émerge, un sérieux déficit d'analyse dans la littérature francophone demeure. Une certaine difficulté à penser conjointement les modernisations économique, politique et sociétale de l'Inde persiste.

¹ Cet article est un essai de mise en perspective générale, il s'appuie sur plusieurs articles académiques de l'auteur, ayant exposé l'économie politique de secteurs industriels en particulier.

Si cet assourdissant silence devait 's'expliquer' par l'essor initial de la Chine, alors le 'pouvoir explicatif' d'un tel argument demeurerait bien mince. Car l'Inde n'a pas démarré ses réformes 'plus tard' : la réforme de 1991, avec à l'époque Manmohan Singh aux Finances, est contemporaine du discours de 1992 de Deng, la fin de l'embarquée socialiste d'Indira Gandhi date de 1977 quand Mao meurt en 1976. L'Inde a depuis un siècle de 'véritables' bourses de valeurs quand la Chine peine à en établir deux qui soient véritablement indépendantes, et les grandes firmes privées indiennes (y compris industrielles) sont plus avancées dans leur multinationalisation que leurs homologues chinoises, le haut du pavé étant tenu par des « firmes » publiques plutôt émanations de l'Etat.

Jusqu'à la fin du XXème siècle perdure l'image d'une Inde traditionnelle ; au début du XXIème siècle, c'est plutôt l'analyse d'un immense potentiel économique, voire géostratégique qui émerge. Ces deux postures, incompatibles, ont souvent été portées par les mêmes analystes, les mêmes courants, les mêmes théories, les mêmes obédiences, vite reconverties. L'on pourrait chercher des éléments susceptibles d'expliquer le changement de perspective. On en trouverait sans doute (les déplacements d'alliance américains, les effets d'accélération de l'outsourcing informatique à partir de la bulle Internet, quelques 'coups' dans l'internationalisation des grands groupes manufacturiers indiens).

Mais ces explications a posteriori, pour beaucoup contextuelles rendraient par trop injustement ou caricaturalement les dynamiques et les structures de l'Inde. Ni l'autonomie de son évolution sociale, ni la richesse des liens qui constituent son tissu économique mais aussi politique et social, ni le caractère sans doute unique à cette ampleur. En réalité, ces deux visions dominantes successives ne sont pas tant contradictoires que caricaturales et constituent en ce sens les deux faces d'une même monnaie : une vision extérieure, normative, de ce qu'est la modernité économique ; un déni de l'originalité de la modernité économique politique et sociale qu'a mis en place l'Inde indépendante.

À la question de l'entrée de l'Inde dans l'économie mondiale, ce court article propose de suggérer que la phase préparatoire de la construction nationale donne un éclairage plus net et opératoire que toute la « paraphernalia » -diraient les Indiens- de la boîte à outil du libéralisme du consensus de Washington. Pour cela, nous proposons de reprendre les deux visions ci-dessus et de les articuler comme n'étant ni ne vrai ni le faux mais en tant que deux stylisations dialectiques d'un même pays. Contradictoire ? l'un des hommes ayant façonné l'Inde « socialiste » rurale des années 70 jusqu'à l'Inde « libérale » urbaine des années 90 déclarait à l'auteur : « nous les Indiens, n'avons pas de temps en temps des contradictions, nous sommes la contradiction en marche ».

Élans historiques

Il est besoin de sérieusement 'désexotiser' l'Inde, des approches orientalistes, à l'avatar post-moderne de « l'éléphant de te la Maruti » pour reprendre le titre d'un roman mettant en scène la première voiture résultant d'une co-entreprise indo-japonaise et le célèbre animal. Image figée dans le temps comme si la culture rendait l'Inde totalement hétérogène à l'histoire du monde. L'Inde n'est ni irrémédiablement, ni uniquement ni de manière figée par les siècles une 'économie de caste', ni nécessairement bloquée par des résurgences de tradition. Cela a cessé d'être le cas depuis un bon siècle. L'approche par la mobilité des castes et les mobilisations politiques qu'elle permet, est en revanche utile même si elle n'épuise pas le sujet des transformations socio-économiques pour autant. Les traditions se réinventent, se reconstruisent, et si en Inde les mouvements politiques jusqu'au socialisme et au communisme y compris furent solubles dans la caste, celle-ci est dynamique.

L'écueil inverse est celui d'une analyse hors de contexte et 'Hayekienne' de l'économie en général et du capitalisme en particulier. Comme si l'Inde était un pays « classique », comme si, une fois prise en compte la taille,

des caractéristiques structurantes telles que la forme de l'Etat ou la structure de la société ne comptaient pas, comme si une « norme » – implicitement occidentale – devait être ce vers quoi tendre pour ce pays. Mais la doctrine marxiste 'canonique' relèverait du même problème (de même que des analyses 'à la Bettelheim' seraient aujourd'hui anachroniques) ne contribuerait pour l'Inde qu'à donner une image déformée et d'une économie qui ne 'fonctionnerait pas', de réformes impossibles, manifestement réfutée par les faits. Mais aussi bien l'atemporalité des analyses néo-classiques dominantes manque-t-elle ici la forêt d'équilibres subtils pour l'arbre d'un équilibre dit 'général'. Collection de microéconomies, de microsociétés dont le tout dépasse l'agrégation des parties, et les communautés sont tout sauf la désagrégation de l'ensemble : l'Inde n'est pas uniquement diverse dans sa culture mais dans ses systèmes économiques, ce qui fut d'ailleurs partout la norme, aujourd'hui oubliée dans les pays post-fordistes et post-keynésiens qui redécouvrent les inégalités territoriales quelques décennies passées sous le boisseau. L'Inde est, demeure, et construit son entrée sur la scène mondiale à partir de sa diversité de sous-continent.

Avec un bref recul historique, et en se limitant au XIX^e siècle et à deux exemples seulement, il apparaît que le pays a eu très tôt des élans non seulement d'entrée dans le commerce international mais aussi dans l'industrialisation du monde. Premier exemple, le commerce de l'opium. A l'époque où les industriels anglais voient d'un bon œil les thèses de Ricardo sur le commerce (et trouvent astucieux que celui-ci prenne comme importation anglaise l'exemple du vin de porto cher aux Lords et préparant l'euthanasie économique de ceux-ci au profit de la city, et bien sûr de la future capitale financière et économique de l'Inde, Bombay), les mêmes élites dirigeantes voient d'un autre œil le triomphe de la porcelaine chinoise : l'introduction de la culture du pavot en Inde à destination de la Chine sera un des grands exemples de « libre-échange forcé ». À la même époque, alors que des zones entières de l'Inde –et de

l'Europe !- seront pour des générations entières encore loin de toute industrie, le Gujarat et la ville d'Ahmedabad développe une industrie textile mécanisée de premier plan technologique qui vite dame le pion à celle de Manchester. La Grande-Bretagne n'ayant pas de contre-produit sous sa manche, elle interdit tout simplement les machines sur le sol indien et voici l'industrialisation de l'Inde durablement empêchée pour un siècle – le pays ne commencera à être 'autorisé' à le faire qu'avec l'aciérie Tata (au milieu de ce qui était alors la jungle et certes pas encore la ville Jamshedpur) en 1907, et surtout lors de la première guerre mondiale et de l'effort de guerre. En tout cas au XIX^e siècle, les élites indiennes – anglicisées depuis la résolution Macaulay de 1838 et politisées depuis la création du parti du Congrès en 1885-, non seulement étaient aux premières loges pour se forger un avis sur les à-côtés canonnières du libéralisme, mais également avaient expérimenté des galops d'essai d'une industrialisation qui n'allait pas être l'apanage de l'Européen, mais surtout avaient déjà l'intuition de la thèse que Paul Bairoch et surtout les historiens indiens des « post-colonial studies » allaient développer plus tard : ce n'est pas tant que la Grande Bretagne ait tiré l'argent de l'Inde – or elle en a tiré beaucoup- mais le fait qu'elle ait empêché l'Inde de se développer qui caractérise les effets économiques du colonialisme. L'inégalité du monde ou cet énorme fossé qui s'est creusé essentiellement au XX^e siècle entre ce qui allait devenir le tiers monde et puis le monde riche est lié non pas au fait que le monde riche a pompé la richesse dans le tiers monde mais il l'a empêché de s'industrialiser. Ceci allait devenir le leitmotiv du leader politique Jawaharlal Nehru, accessoirement converti au socialisme en 1937 mais fondamentalement anti-impérialiste pour des vues industrialisantes ; ce fut d'ailleurs l'industriel J.R.D. Tata qui plus tard mettrait à sa disposition ses avions pour les campagnes politiques du leader du Congrès –Gandhi, lui, est soutenu par l'industriel Birla qui a dit « vous n'avez pas idée de ce que me coûte de maintenir Gandhi-ji dans la pauvreté ».

Moins porté vers l'industrialisation mais convaincu par l'exemple de l'opium que le commerce était le talon d'Achille de l'Angleterre et la pointe angulaire de l'économie internationale, Gandhi, lui, bâtit néanmoins sa lutte sur l'économie avec la « marche du sel » et, natif du Gujarat empêché de produire son textile, sur l'autonomie nationale en textile. Surtout, Gandhi, homme politique qui à la vision et à la philosophie hors du commun, était surtout un fin politique constamment en déplacement : dans un train, en train de marcher dans un pays immense et divers, qu'il connaissait mieux que Nehru, tel les gardes rouges chinois de la révolution culturelle qui furent la première génération à appréhender « toute la Chine », après des voyages politiques effectués en train d'abord puis quand il n'y eut plus de trains dans le chaos, à pied et enfin de manière forcée bien sûr alors qu'ils se sont retrouvés être envoyés dans les campagnes à réaliser les travaux des champs. Pour la première fois dans l'histoire de ces civilisations agraires, le train a fait que les élites politiques ont véritablement connu la manière dont l'Inde diverse –ou la Chine majoritaire- pensait. C'est cette Inde consciente de la réalité du monde et de sa diversité, c'est cette Inde où les industriels rédigent le « Bombay Plan » validé par Nehru pour présider aux visées industrialisantes du pays, qui accède à l'indépendance en 1947. Gandhi le ruraliste mourra assassiné dans la foulée.

Socialisme mixte et variété de l'Inde

Bien sûr l'Inde n'a pas connu de socialisme politique de type soviétique ou ni même chinois mais l'idéologie du parti du congrès avec Nehru était quand même très développementaliste et industrialisante. On connaît l'intensité de la coopération y compris industrielle entre l'Union Soviétique et l'Inde dans les premières décennies de l'indépendance.

Jawaharlal Nehru en 1947 a hérité d'une très grande diversité qui était une diversité historique. Passons sur la diversité culturelle de l'Inde

indépendante : 4 693 communautés répertoriées par l'Anthropological Survey of India. Pour simplifier énormément, en 1947 co-existent au sein des forces agissantes et dominantes une petite frange d'Inde urbaine bourgeoise et industrielle d'industrialisation ancienne, Inde très moderne donc, très ouverte aux élites mondiales, qui a soutenu, qui a financé les campagnes électorales de Nehru mais qui est minoritaire; une seconde Inde que l'on peut qualifier de quasiment féodale –les Rajahs et autres Maharajahs hindous ou leurs homologues Nawabs et Begums musulmans et une myriade de 'fermiers généraux' ou Zamindars, avec les déclinaisons locales inhérentes à un sous-continent, système d'ailleurs paradoxalement mis en place par les Anglais sur un mode de fermage agricole ; enfin une Inde plus socialisante avec quelques mouvements politiques qui ont porté l'adhésion du jeune Nehru au socialisme, socialisme de type plutôt anglais c'est-à-dire un socialisme réformiste.

En 1947 Nehru doit composer avec ces différentes factions. Il doit aussi composer avec une réalité politique très brute qui est qu'en 47 il n'hérite pas de l'ensemble de l'Inde. Il y a encore des territoires qui ont une autonomie formelle. L'indépendance de l'Inde commence avec une quasi guerre avec la partition avec le Pakistan. Il hérite d'un système dans lequel les anciens rajas et maharajas installés par les Britanniques avaient encore un pouvoir relativement important et la liberté formelle de refuser l'adhésion à l'Union indienne, enfin Nehru doit composer avec une Inde qui à la base est beaucoup plus diverse.

Quant au socialisme indien il n'est devenu socialiste prosoviétique que par accident. Nehru s'était tourné vers les Américains pour financer l'industrialisation du pays. Ceux-ci ne l'ayant pas soutenu du fait de son non-alignement, c'est à ce moment là qu'il se tourne vers l'Union Soviétique de la même manière que Nasser en Egypte s'était tourné vers l'Union Soviétique uniquement à partir du moment où les Américains avaient refusé de financer le projet du barrage d'Assouan ; socialisme très peu idéologique en vérité.

Sur le plan industriel, Nehru a longtemps envisagé d'industrialiser le pays en tenant compte des intérêts des grandes fortunes et des grands capitaines d'industrie indiens qui avaient eu un poids politique et financier extrêmement important dans l'avènement du parti du Congrès (Motilal Nehru, père du Premier Ministre, avait été un richissime commerçant et leader du Parti) et dans l'indépendance de l'Inde.

Nehru a industrialisé l'Inde en laissant un rôle pionnier à ces entreprises privées qui avaient déjà de fait pré-industrialisé l'Inde, développé les premières industries. Dans un second temps, pour la montée en puissance d'une industrie, des entreprises d'Etat, des banques d'Etat qui donnaient priorité à ces entreprises d'Etat prenaient le relais mais sans exproprier pour autant les groupes privés. Le développement de nouvelles unités, les autorisations administratives pour celles-ci devenaient le monopole des entreprises d'Etat et le rôle des entreprises privées restait d'avoir un rôle pionnier dans de nouvelles industries à investiguer, d'innover ou d'accueillir les transferts de technologie pour les amener à une phase de maturité jusqu'à un certain point au-delà duquel là aussi les licences d'exploitation seraient données à des entreprises publiques : ce fut le « régime des licences » selon les détracteurs de ce système (Licence Raj ou pouvoir des licences, en écho au « British Raj » ou pouvoir des Britanniques). Mais longtemps le club des industriels établis furent satisfaits de la protection de fait ainsi octroyée.

La structuration industrielle de l'Inde

Ceci eut un impact absolument considérable sur la manière dont le secteur industriel s'est organisé, entre mastodontes d'Etat très monolithiques dans leurs activités, et groupes privés très agiles et tout aussi conséquents en taille, ayant pris par la forme des choses une forme et une manière de penser les affaires complètement conglomérale. Les secondes allaient être les entreprises de l'ouverture de l'Inde des années 1990 et de l'internationalisation de ses firmes à partir du milieu des années 2000, les

premières allaient plus tard péricliter pour revenir vers le tournant des années 2010 sur la scène économique d'une Inde soi-disant « libérale » selon les observateurs mobilisant cette boîte à outil, ces entreprises d'Etat étant en réalité essentielles à l'économie politique d'une Inde-mosaïque.

Une troisième strate s'est développée à partir du moment où Indira Gandhi a assis son pouvoir, son emprise sur le gouvernement, c'est-à-dire en 1971, date à laquelle elle a engagé la nationalisation des banques et, en « échange », a politiquement laissé se développer beaucoup de petites et moyennes entreprises privées régionales. Ces entreprises ont constitué le ferment de groupes qui ont terminé d'industrialiser d'autres Etats fédérés de l'Union Indienne lors de la décennie 1980, ont servi de fournisseurs aux grands groupes dans les années 1990 et sont aujourd'hui pour certaines le berceau de nouveaux capitaines d'industrie d'une hiérarchie qui s'est beaucoup modifiée sur la période 2005-2015. Libéralisation ? Ouverture ? Disons que des mécanismes économico-politiques du système ont fait évoluer les structures et les hiérarchies d'un monde économique en large part présent avant la libéralisation de 1991. Bien sûr les secteurs de l'informatique et des biotechnologies n'existaient alors pas, mais nombre de ces entreprises d'une « quatrième strate » sont issues des groupes des seconde et troisième strates, souvent y restent congloméralement intégrées.

La recomposition industrielle post-socialiste

Au moment de la libéralisation en 1991 l'Inde se retrouvait ainsi avec ces structures industrielles devenues certes peu compétitives du fait des protections socialistes, mais conservant intacte leur diversité et leur culture conglomérale alors que les grandes multinationales occidentales étaient en plein recentrage sur leur cœur de métier, dogme (du capitalisme actionnarial et de la mondialisation américaine) de l'époque. Les grandes entreprises conglomérales indiennes ont été capables justement de se positionner, d'entrer dans l'économie mondiale de

manière à utiliser l'ensemble des cycles économiques quelque soit le tempo de l'économie mondiale, de limiter le risque de se trouver en position contra-cyclique. Si c'était le cas sur une activité il en demeurerait une autre dans laquelle ils étaient positionnés, pour lequel c'était porteur d'investir avec donc une croissance moyenne inter-branches très forte. Ceci reste jusqu'à aujourd'hui un avantage structurel, y compris face aux entreprises mono-secteurs chinoises ayant créé leur propre sur-capacité. Les entreprises indiennes ont aussi été capables de transférer les savoir-faire donc pas nécessairement des technologies mais les savoir-faire d'une de leurs branches à une autre et donc en particulier lorsqu'un groupe congloméral démarre une joint-venture avec une entreprise occidentale cela inclut nombre de savoir-faire immédiatement transférables dans la restructuration de ses autres branches, d'où un effet de levier technologique et financier extrêmement important.

Technologie, finance savoir-faire, à cela s'ajoute une dimension d'écosystème et de complémentarité de marchés. La myriade de petits entrepreneurs issus des tissus industriels du socialisme paradoxal, industrialisant, d'Indira Gandhi, soutiennent le dynamisme des tissus de PME et d'ETI - Entreprises de Taille Intermédiaire mais de croissance rapide. Il y a là une diversité construite, en dehors des canons de spécialisation et de délocalisation (après tout l'Inde industrielle aurait aussi ses périphéries sous-développées au sein du pays où éloigner ses usines, elle ne le fait pas). Dynamique collective assez comparables à celle de la Chine des années 90 qui a porté sur les entreprises côtières etc., le financement différant évidemment. En revanche, malgré l'accueil de l'investissement direct étranger, un équilibre est maintenu avec les entreprises locales et à l'inverse d'une production en Chine très largement centrée sur les exportations, les entreprises indiennes même les plus grandes conservent une part majoritaire de leurs marchés sur le marché domestique. Ce marché domestique, d'ailleurs, de par sa diversité, leur teint largement lieu de pré-apprentissage de l'internationalisation..

Dernier point, l'Etat indien n'a jamais totalement disparu dans le réglage de la manière dont l'industrie s'est insérée dans l'économie mondiale. Rajiv Gandhi en 1984-1989 avait lancé des ballons d'essai –avec Maruti-Suzuki notamment- en lien avec le privé ; la décennie 1990 voit une ouverture lente et progressive aux investissements étrangers – ceci en coordination étroite avec une industrie qui sortait d'une phase de protection ; enfin les associations patronales des nouvelles technologies restent très coordonnées à l'Etat dans une logique de politiques publiques à l'écoute du secteur.

L'économie politique sur le long terme

L'idée, sans surestimer le caractère socialiste, assez pragmatique de l'Inde, est que cette séquence a préparé un nombre suffisant d'Indiens à la modernité, à une modernité tout à fait indienne. Sans ignorer le poids considérable encore aujourd'hui des masses rurales, la période 1947-1991 avait préparé un nombre suffisant d'Indiens à l'industrie et à la technique via la création des Indian Institute of Technology et plus généralement la formation du capital humain à l'industrie moderne.

Sur ce point l'Inde a eu des réussites mais aussi des ambiguïtés. Succès qu'il faut rappeler, le passage d'une espérance à l'indépendance de 30 ans, à un niveau qui a presque rejoint celui des pays de l'OCDE et dépassé celui de la Russie. A l'inverse un grand échec qui demeure pour l'Inde aujourd'hui est celui de l'enseignement primaire. Bien sûr les chiffres de l'enseignement supérieur sont importants quantitativement mais ils ont deux limitations : d'abord le contraste avec l'enseignement primaire, cela reste difficile aujourd'hui d'entraîner l'ensemble de la population dans les transformations économiques et donc de dépasser le niveau d'une économie à revenu intermédiaire. Il y a un effet de percolation des réformes des grandes villes vers les villes moyennes vers les petites villes puis vers les campagnes qui est une lame de fond –elle a créé la surprise

de la résilience économique de l'Inde lors de la période économiquement tourmentée du second mandat de Manmohan Singh en 2009-2014- mais elle est plus lente en Inde qu'en Chine et l'illettrisme reste important.

Le secteur des technologies de l'information est celui qui demeure le plus exposé aux exportations n'arrive pas à développer un marché domestique qui créerait de facto une part significative de valeur ajoutée en Inde. Moralité , le territoire indien héberge une industrie qui génère énormément de valeur, qui génère une accumulation de devises aussi mais qui ne bénéficie que minoritairement à son territoire et au développement, à l'entraînement de sa population donc de sa transformation ; il semblerait qu'aujourd'hui certains pays d'Afrique subsaharienne réussissent d'une certaine manière mieux dans ces domaines.

En matière industrielle au final on n'est plus tout à fait dans la situation que certains journalistes avaient décrite à un moment, d'une Chine qui serait l'usine du monde et l'Inde qui serait le bureau du monde. L'Inde s'industrialise bien sûr en particulier dans quelques industries d'assemblage des portables, de batteries ou dans les industries mécaniques s'industrialisent mais sa capacité à exporter reste faible donc l'Inde est émergente bien sûr selon les critères classiques de croissance, de modernisation, selon le critère un peu moins classique mais plus important selon nous de diversification du tissu économique ; mais demeure une Inde qui est beaucoup moins insérée dans l'économie mondiale et dans les industries globales à part dans les technologies d'information que ne l'est la Chine. Du point de vue de la globalisation post-américaine, c'est malgré tout la Chine qui est un acteur nouveau majeur massif et influençant.

Pour conclure sur le socialisme mixte ou quasi socialisme, il a, en Inde comme ailleurs, comme en Chine notamment, contribué à la transformation de ces grands émergents et que la narration classique d'une libéralisation qui aurait amené les investissements transformateurs,

sans être 100% fausse, oublie qu'il a fallu un socle pour accueillir ces investissements et surtout qu'une partie majoritaire de la croissance de ces deux pays n'est pas expliquée par les investissements directs étrangers mais par la croissance domestique. La question de la diffusion à l'hinterland de ces processus sera clé : au-delà des métropoles qui étaient historiquement industrialisées et qui ont vu des afflux nombreux de migrants, l'Inde dans son ensemble voit une urbanisation extrêmement rapide mais qui est en large part une industrialisation in situ, une évolution de la structure économique des campagnes mêmes, au sein desquelles les activités agricoles perdent de l'importance par rapport aux activités en soutien à l'agriculture et puis aux activités de petites manufactures et de services de proximité donc essentiellement, vu de Sirius, une urbanisation de l'Inde avec relativement peu de flux migratoire.

Interpréter l'émergence indienne

Nous pensons que si l'on veut expliquer les trajectoires de rattrapage et leurs formes d'insertion mondiale il faut s'appuyer en interne sur ces deux ensembles de données que sont l'état des techniques et de l'industrie et l'histoire longue de la société dont il s'agit, son homogénéité vs diversité, son système d'économie politique ; et, en externe, la question de savoir si le club des pays industrialisés est nécessairement limité, question non tranchée depuis Kaldor jusqu'aux descendants de Deng.

Il y a une socialisation du tissu industriel même si on n'est jamais allé jusqu'à l'expropriation mais la majeure partie de la production industrielle était là, était publique. Il y a aussi une socialisation du budget c'est-à-dire beaucoup de subventions qui ont été mis en place à certaines industries, à certains types d'agriculture bien sûr et puis il y a eu une socialisation du commerce extérieur puisque d'une certaine manière l'Inde s'est développé sur un modèle d'autarcie de substitution aux exportations et dans les années 80 elle représentait 0,5% du commerce international pour un petit sixième de l'humanité.

Conclusion

La mise au jour de dynamiques propres du modèle économique indien des 20 dernières années pris dans sa séquence historique d'économie politique, défini comme une base de capitalisme de rente auquel s'ajoute un capitalisme de rattrapage aujourd'hui complétée par un « capitalisme émergent d'insertion dans la mondialisation »,

toute variété de capitalisme est plongée dans une société et un modèle d'état : en Inde, il s'agit d'une population qui reste un mosaïque de langues et de castes autour desquelles a fini par se réifier le processus électoral –lire de conquête des ressources- indien ; arbitrages de politique industrielle entre 'champions nationaux' de plus en plus multi-nationalisés d'une part et économie géographique autour de 'pôles régionaux' d'autre part scandent la vie publique.